

27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS
Site : <http://www.sitecommunistes.org>
Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org
Courriel : communistes@sitecommunistes.org

30/10/2024

L'ampleur de l'attaque du gouvernement contre les travailleurs et contre la sécurité sociale exige l'amplification de la riposte.

L'examen de la partie « recettes » du Projet de Loi de Finances 2025 (PLF) a été suspendu le 26 octobre et reprendra le 5 novembre. Une parodie de discussion puisque le gouvernement transmettra le texte au Sénat où il ne court aucun risque et Barnier dégainera l'article 49.3 pour faire passer son budget. Les débats sur le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale (PLFSS) ont pu ainsi débuter déployant un nouveau volet de l'offensive budgétaire du gouvernement contre tous les travailleurs du public, comme du privé avec 15 milliards d'économies. Le ministre chargé du Budget et des Comptes publics Laurent Saint-Martin se targue de réaliser 5 milliards d'euros d'économie supplémentaire ! En plus de la suppression de 2.200 postes déjà annoncés, 1.000 autres sont à prévoir. Le gouvernement relève de 1 à 3 les jours de carence (jours d'arrêt maladie non indemnisés) et baisse le niveau de prise en charge des arrêts de 100% à 90% dans la fonction publique. Cette attaque cache des mesures très austéritaires dirigées contre tous les travailleurs. Ceux du secteur privé sont aussi en ligne de mire. Les députés de droite, centre et macronistes proposent d'interdire le financement des indemnités des jours de carence par les entreprises ! A cela s'ajoute une offensive brutale contre la Sécurité sociale allant dans le sens de sa privatisation. Le budget prévoit de réduire la part remboursée des consultations de 70% à 60%, passant la prise en charge par les assurances à 40%, et baisser le plafond de prise en charge des indemnités journalières en cas d'arrêt maladie, réduisant leur montant à 40 euros par jour maximum, contre 52 euros aujourd'hui. Ces attaques augmenteront le coût des assurances complémentaires santé privées. Les pensions de retraite vont être également amputées à hauteur de 4 milliards, l'indexation annuelle des pensions sur l'inflation est repoussée au 1^{er} juillet et non le 1^{er} janvier comme prévu. Les retraités passeront six mois de plus avec une retraite non revalorisée et une hausse des retraites de 1,5 % au lieu **des 2,3% estimée**. Ces mesures devenant pérennes ! Sans oublier la suppression d'un deuxième jour férié dans le public et le privé, transformé en jour de solidarité travaillé !

Les exonérations de cotisations ont été multipliées par cinq en vingt ans

Tous régimes confondus plus, de 78 milliards d'euros en 2023 d'exonérations de cotisations. Ce montant des allègements s'élevait à 16 milliards en 2004 puis 24 milliards en 2008. La création en 2013 par le P.S du crédit d'impôt compétitivité et emploi (CICE) les allègements atteignent 32,7 milliards pour atteindre les 78 milliards d'euros en 2023 : il s'agit d'aides financières directement attribuée aux entreprises.

Le gouvernement entendait réduire ce coût de 4 milliards d'euros. Une économie à minima fut proposée par Barnier rejetée par les macronistes, la droite et le Rassemblement national mercredi.

Le gouvernement mène des attaques très dures à l'égard des travailleurs, des précaires, des retraités, de la jeunesse parce qu'il dispose de suffisamment d'appuis pour imposer son texte. Ainsi Bardella pour le R.N a exprimé son soutien à l'attaque contre les arrêts-maladie des fonctionnaires. L'extrême-droite maintient une ligne « responsable » donnant des gages au patronat et au milieu économique et elle est « favorable » à ces attaques s'inscrivant entièrement dans la ligne austéritaire du gouvernement visant à faire payer le déficit budgétaire aux travailleurs et aux classes populaires. Marine Le Pen a fait savoir qu'elle ne censurerait pas le gouvernement.

Quant à la "gauche", celle-ci sème l'illusion qu'il serait possible de gagner au Parlement. A chacun de ces amendements adoptés à l'Assemblée Nationale (avec l'appui des votes R.N) elle crie victoire ! Mais ceux-ci seront rapidement rayés par le gouvernement disposant de nombreux leviers pour passer le budget.

Construire une riposte à la hauteur des offensives.

Des rassemblements contre le PLFSS se sont tenus mardi, appelés par la CGT Santé et d'autres syndicats mais

aucun plan de bataille au niveau national et interprofessionnel par la grève n'est en vue pour faire face aux offensives en cours. Bien au contraire : dans une lettre adressée à Guillaume Kasbarian, ministre de la Fonction publique l'ensemble des organisations syndicales exigent la relance d'un véritable dialogue social ! *« Nous attendons donc qu'une réunion consacrée à ces enjeux soit inscrite à l'agenda le plus rapidement possible, en votre présence, de manière à redonner de l'attractivité à l'emploi public »...* *« Il est donc nécessaire que vous puissiez recevoir rapidement nos organisations syndicales afin de relancer un véritable dialogue social, seul outil permettant par la voie de la négociation d'améliorer les conditions de travail et de vie des agents publics ».* Aucun plan, aucune proposition de plan de bataille face à l'attaque d'ampleur du gouvernement. Au lieu de rencontrer les ministres il est impératif de se mettre en ordre de bataille pour construire une réponse à la hauteur des attaques en articulant refus de l'austérité et revendications sociales urgentes. Cela implique de rompre le dialogue social. **C'est par la grève et dans la rue que notre avenir se décidera : pour nos revendications sociales, augmenter les salaires, abroger la réforme des retraites, la réforme de l'assurance chômage, défendre les services publics.** C'est à ce prix que des avancées seront possibles. La lutte des classes pour freiner et stopper le capital est le seul outil dont disposent les travailleurs pour y parvenir. La lutte doit être l'objectif urgent et essentiel de tous les travailleurs et de leurs organisations pour satisfaire les revendications.